

Le casino mondial et le bogue de l'an 2000

Partage international n° 135 - Novembre 1999

par Scott Champion

Les investisseurs constituent un curieux groupe. Ils ont une forte tendance à adopter les comportements du groupe. Cette « mentalité de troupeau » est responsable d'événements particuliers comme les manias, et leur opposé, les paniques et les krachs. De ce comportement collectif, il résulte que les investissements se font toujours de manière excessive. Les instruments traditionnels d'élévation des marchés, indiquent que la Bourse américaine est deux fois plus surévaluée que lors des périodes précédant les krachs de 1929 et de 1987. De surcroît, les ménages américains disposent d'actifs investis en bourse comme jamais auparavant dans l'histoire des Etats-Unis.

Les manias surviennent lorsque le mouvement des flux et reflux du marché est interrompu. Ce qui s'est produit en octobre 1987, quand le marché financier américain a connu un krach et que le gouvernement est intervenu afin de sauver le système financier. Le public ignore que, ce jour-là, tout le système financier s'est trouvé au bord d'une implosion générale. Les banques ont bloqué leurs crédits aux agents de change dans l'après-midi même du krach. Les marchés des matières premières ont été « gelés » par manque de liquidités. Seul l'engagement de la Réserve fédérale américaine à fournir les fonds nécessaires à toutes les banques incapables de solder leurs transactions à la clôture des marchés, a pu les décider à réactiver leurs lignes de crédits à Wall Street. Cette assurance de la couverture des pertes, ainsi que l'injection, par un « mystérieux » étranger, de fonds colossaux sur le marché, ont fourni les liquidités indispensables pour circonscrire la crise financière.

Dans le monde bancaire, toute transaction doit obligatoirement être soldée et réglée en fin de journée. A cet égard, chaque participant doit être en mesure d'honorer ses engagements. Les moyens de paiement internationaux tels que le CHIPS (Chambre de compensation des paiements internationaux), qui constitue le réseau électronique américain de gestion des flux financiers internationaux, exige que chaque

banque débitrice honore ses engagements et que chaque banque créditrice encaisse effectivement ses créances. Ce réseau interconnecté de débits et de crédits constitue l'une des caractéristiques majeures du système bancaire mondial. La faillite de l'un ou de plusieurs participants entraînerait ce que le président de la Réserve fédérale américaine Alan Greenspan a appelé « *des défaillances croisées en cascade* ». C'est ce risque qui avait motivé A. Greenspan à concocter un plan de sauvetage de la société de placements à risques LTCM qui, au second semestre 1998, avait accumulé des centaines de milliards de dollars de dettes bancaires croisées. Seize banques s'étaient alors retrouvées au bord de la cessation de paiement, du fait de leurs prêts excessifs envers LTCM.

Les capitaux spéculatifs

L'interventionnisme gouvernemental établi dans l'esprit des grands spéculateurs (banques internationales, agents de change et sociétés de placements à risque) la croyance que les banques centrales interviendront toujours afin d'empêcher le système financier de s'effondrer. Cette certitude conduit ces acteurs du marché à prendre des risques inconsidérés, dans le but de décrocher le gros lot sur les marchés des actions, des obligations, des matières premières et des devises. Plus l'acteur est important et plus il spéculé, plus il acquiert la certitude que les banques centrales n'auront d'autre choix que de renflouer toute défaillance dans le cas d'une cessation de paiement qui, sinon, mettrait en danger tout le système financier.

C'est cette certitude qui conduit les grands spéculateurs à « investir » dans des pays tels que la Russie, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande ou la Corée du Sud. Les investissements réels directs surviennent lorsque, par exemple, Honda construit une usine quelque part dans le monde. Par opposition, le commerce des actions, des obligations et des devises constitue une spéculation. Ces capitaux spéculatifs affluent sur le marché local des actions, des obligations et de l'immobilier de plusieurs pays. Les pays récipiendaires de ces flux bénéficient, pendant un certain temps, d'une économie en croissance rapide, d'une progression de leur marché boursier, et d'une devise en hausse. Typiquement, alors que l'avenir paraît prometteur, le gouvernement engage des emprunts massifs afin de financer les travaux d'infrastructure devenus

nécessaires à une économie en expansion rapide.

Le problème avec l'argent spéculatif est qu'il est en quête perpétuelle de gratifications supérieures. Lorsque les spéculateurs empochent leurs gains, il s'ensuit une pénurie de devises. Et tandis que la banque centrale voit fondre ses réserves en devises sous l'action du retrait des spéculateurs, les marchés surévalués des actions, des obligations et de l'immobilier, s'écroulent. A ce moment, même les spéculateurs internationaux de taille modeste, constatant la faiblesse du pays, agissent de concert pour accentuer l'effondrement du pays, afin de ne pas risquer de se retrouver en perte.

Ce processus rappelle de manière inquiétante les techniques employées par les célèbres spéculateurs des années 1920. Ces riches spéculateurs rassemblaient des fonds, accumulaient des actions afin d'attirer l'attention d'un public avide, et les vendaient ensuite en réponse à la demande croissante, laissant le public en possession d'un sac vide. Aujourd'hui, les grands spéculateurs utilisent des techniques similaires, mais au lieu d'engranger des millions, une manipulation réussie leur rapporte des milliards.

Les techniques de collusion sont aussi vieilles que le commerce. Cependant, ce « jeu » ruine la vie de centaines de millions d'hommes. Dans presque tous les pays, ce type de comportement est illégal, mais dans un environnement de dérégulation financière internationale, tout est permis.

Historiquement, les marchés de toutes sortes connaissent un fonctionnement auto-régulateur. Les replis succédaient aux phases d'expansion, elles-mêmes suivies de reprises qui, finalement, ramenaient la croissance. Ce système n'est assurément pas idéal, mais les forces économiques y connaissent des contraintes naturelles liées à l'activité. Mais ce mécanisme autorégulateur a été court-circuité par l'interventionnisme gouvernemental, et l'engouement actuel pour la Bourse doit sa longévité à cette série de sauvetages de banques, de fonds de placement à risque et du Fonds monétaire international lui-même. Le gouvernement américain promeut l'économie de marché à travers le monde entier. Mais en même temps, il intervient dès que cela devient nécessaire, afin d'assurer la survie du système économique.

L'interventionnisme et la théorie du marché libre sont antinomiques. Si les gouvernements croyaient vraiment dans le marché libre, ils n'interviendraient pas pour empêcher les krachs boursiers, et ne renfloueraient pas les riches spéculateurs qui ont

pris des risques excessifs. Les pertes seraient autorisées et reconnues comme jouant un rôle important dans le maintien de l'équilibre, la justice et la santé du système à long terme. Le gouvernement américain croit à une économie gérée, mais à présent, elle n'est gérée qu'au profit des nantis.

Le bogue de l'an 2000

Du fait du montant gigantesque des dettes accumulées par les acteurs de l'économie américaine, il est très peu probable que le gouvernement cesse brusquement d'intervenir sur les marchés. Il ne peut tout simplement pas rester inactif. Tout déclin significatif du marché boursier américain serait contrecarré par des incitations financières et fiscales destinées à empêcher que ce déclin provoque une catastrophe. Le passé récent est riche de preuves qui confirment cette conclusion. Cependant, se dresse à l'horizon un événement face auquel les pouvoirs en place pourraient bien être impuissants - le fameux bogue de l'an 2000.

Les régulateurs du système bancaire américain semblent conjuguer leurs efforts afin de façonner l'opinion publique au sujet du bogue de l'an 2000. Il est aisé de comprendre pourquoi dès lors qu'on prend conscience de l'état de fractionnement des réserves bancaires et de la quantité limitée des liquidités disponibles pour les déposants dans chaque pays. Cela signifie que les banques ne gardent qu'une faible fraction de l'argent des déposants et qu'elles prêtent le reste. A travers le monde, il est courant qu'une banque détienne en réserves entre 15 et 20 % des dépôts, mais rarement sous forme de liquidités. Théoriquement, si tous les déposants réclamaient simultanément leur argent, les banques ne seraient en mesure d'en rembourser que 15 à 20 %. Si l'ensemble des déposants réclamaient de l'argent liquide en même temps, il n'y aurait presque rien à leur distribuer.

Dans le système bancaire américain, les réserves de liquidités détenues par les banques totalisent 35 milliards de dollars. Soit environ 130 dollars par personne. Une ruée des déposants vers les guichets d'une banque, même régionale, qui serait provoquée par la peur du bogue de l'an 2000, viderait les coffres en quelques heures. Conscient du risque, le gouvernement américain comme la plupart des autres gouvernements, fait marcher la planche à billets. L'objectif, pour les Etats-Unis, est de disposer de 200 milliards de dollars en cas de besoin. En rapprochant les montants précités, il apparaît que le système bancaire américain aura en réserve l'équivalent de 875 dollars par personne (à l'exclusion des espèces déjà en circulation, qui

alimentent les besoins quotidiens de l'économie). Cette somme peut se révéler très insuffisante en cas de panique ou de ruée vers les guichets d'une banque nationale. Et cette valeur suppose que les entreprises ne procèdent pas à des retraits de précaution et que le public ne fasse pas de réserves par anticipation. Si l'une de ces occurrences survenait, les liquidités disponibles par personne seraient réduites d'un montant inconnu. Le risque inhérent à cette situation critique amène à penser que le gouvernement américain « gère » l'information délivrée au public, assurant chacun que les banques se portent bien et qu'il est inutile de s'inquiéter. Au Japon, le gouvernement fait imprimer l'équivalent de 350 milliards de dollars, environ deux fois plus que les Etats-Unis, mais pour une population de moitié inférieure.

Les principales banques japonaises, dont huit se classent parmi les 20 premières banques mondiales, se sont attelées tardivement à la résolution du bogue de l'an 2000. Elles ont encore beaucoup de travail à accomplir, bien que le gouvernement prétende le contraire. D'après les données du gouvernement, l'ensemble de l'industrie bancaire nipponne s'est engagé à investir un montant égal au budget engagé par trois des plus grandes banques américaines. Ces banques ont déjà consacré un temps bien plus considérable à ce problème. Elles travaillent en collaboration avec des programmeurs américains, sur des langages informatiques conçus aux Etats-Unis et, le 30 juin dernier, elles n'étaient toujours pas parvenues à se mettre en conformité (malgré les prétentions contraires du gouvernement). Ceci n'augure rien de bon pour les Japonais. Comme ils sont les premiers créanciers du monde, cela ne présage rien de bon pour le monde. Le reste de l'Asie, qui a connu deux années de crise économique, est encore moins prêt. L'Afrique, l'Amérique latine et la Russie sont également en retard. En Europe, la situation est similaire à celle des Etats-Unis, mais les ressources techniques ont été détournées pour le lancement de l'Euro.

Attendre la panne pour réparer

Le problème du bogue de l'an 2000 est extrêmement vaste et complexe. Ses effets peuvent tout aussi bien être très relatifs ou bien d'une portée considérable. L'interconnexion et l'interdépendance de la vie actuelle donnent à réfléchir lorsqu'on imagine toutes les combinaisons possibles. Toutes choses reliées entre elles en un système, comme les sociétés qui fournissent l'énergie, l'eau et le gaz, les compagnies de télécommunication, les banques (la liste est presque illimitée), sont vulnérables à un certain degré.

Prenons l'exemple d'une grande entreprise comme General Motors, et son réseau de plus de 60 000 fournisseurs. A l'instar de la plupart des sociétés multinationales, GM travaille avec des stocks en flux tendus. Une partie de ses fournisseurs ne parviendra pas à se mettre en conformité à temps. Si cela provoque un arrêt des livraisons de composants clés, combien de temps la chaîne de montage pourra-t-elle encore fonctionner ? Si GM devait en venir à licencier des salariés, comment cela affecterait-il l'économie locale des villes touchées ? Quelles seraient les répercussions sur l'économie nationale ? La société elle-même a indiqué qu'elle avait plus de deux milliards de lignes de codes informatiques à vérifier et à corriger au besoin, afin de passer l'épreuve du bogue de l'an 2000.

Les puces intégrées constituent une autre source de problème rarement évoquée dans les médias. On trouve ces puces incorporées dans toutes sortes de systèmes de production, de distribution et de contrôle, tels que des valves, des interrupteurs, des coupe-circuit, des pipelines. Il est impossible de les modifier au moyen d'un logiciel et certaines de ces puces se trouvent dans des sites très difficiles d'accès. Les experts en la matière pensent maintenant que ce problème ne sera pas aussi désastreux qu'ils le croyaient initialement. Il existe environ 80 milliards de ces puces en fonction dans le monde entier. Seul un faible pourcentage pourrait flancher ; toutefois, un dixième de pour cent de ce nombre correspond encore à 80 millions de puces. Nombreuses sont les industries, telles que l'industrie du pétrole et du gaz, qui adoptent la politique d'attendre la panne pour réparer. Les puces sont trop nombreuses pour procéder autrement.

Lors d'une interview télévisée qu'il a donnée le 1er juillet dernier, le sénateur américain Robert Bennett, qui préside la commission spéciale sur le problème technologique lié au passage à l'an 2000, a déclaré que 98 % des banques américaines s'étaient mises en conformité. J'ai ensuite téléphoné à plusieurs banques, afin de vérifier l'exactitude de ces propos. Mon enquête informelle m'a permis de découvrir qu'aucune banque ne revendiquait cette conformité, à l'exception d'une poignée d'établissements qui l'ont déjà annoncé officiellement. Nombreuses sont les banques qui m'ont affirmé être « proches » de la conformité. Ce qu'elles déclarent en fait depuis un certain temps. Je le sais car je les ai contactées à diverses reprises. Lorsqu'une société, en particulier une banque, parvient à la conformité, elle le proclame haut et fort. En dehors des banques, aucune des 500 premières entreprises classées par le magazine *Fortune* n'avait annoncé être prête au mois de mai dernier. A l'exception de quelques pays

européens, les Etats-Unis sont très en avance dans la résolution du bogue de l'an 2000. Sans aucun doute, nombreuses sont les entreprises et les agences gouvernementales qui réussiront, au prix d'un effort colossal de dernière minute. Mais d'autres n'y parviendront pas.

Finalement, le problème du bogue de l'an 2000 devrait davantage résulter d'une accumulation de données erronées que d'un arrêt total des ordinateurs à cause d'une seule date fautive. Nous vivons dans l'âge de l'information, et tout ce qui fautive le flux de données entraîne des conséquences.

Reste à voir si ces effets seront aussi minimes que le gouvernement veut nous le faire croire, ou bien aussi apocalyptiques que les apôtres du jugement dernier nous l'assurent. Les deux camps poursuivent leurs propres objectifs. Le gouvernement souhaite éviter une panique et une ruée vers les guichets des banques, et les apôtres du malheur cherchent à vendre leurs bulletins d'information et des fournitures de survie. Sachant cela, la vérité se trouvera sans doute à mi-chemin entre ces deux extrêmes. Il y aura des problèmes, mais grâce à son ingéniosité, l'homme saura s'adapter.

Le commerce mondial devrait ralentir en l'an 2000 du fait du bogue ; une récession générale est probable. A un moment, les marchés financiers subiront une baisse significative ; et sûrement dès cette année, si des mouvements de panique

surviennent dans le monde. Ce sera pour l'an prochain si ce risque de panique ne se réalise pas, mais si les problèmes sont suffisamment sérieux pour ralentir l'activité commerciale.

La psychologie de masse suit une voie parallèle aux réactions émotionnelles des investisseurs. Et une panique bancaire, n'importe où dans le monde, entraînera vraisemblablement une réaction en chaîne. Rappelons-nous cependant que les marchés boursiers constituent des mécanismes d'anticipation et plongent habituellement au moment où la situation paraît encore bonne. Le marché commence à baisser, et personne ne sait pourquoi. Les « informations » ne sont connues que plus tard. A ma connaissance, la seule exception a été, en 1929, lorsque le marché et l'économie ont chuté en même temps. Aux Etats-Unis, nous bénéficions encore de ce que la presse financière appelle un « *âge d'or économique, bien équilibré, sans surchauffe et sans baisse de régime* ». C'est peut-être le bogue de l'an 2000 qui enrayera la machine et mettra fin à cette longue histoire destructrice connue sous le nom d'économie du marché libre. Libre si vous êtes riche, mais inabordable si vous êtes pauvre.

Auteur : Scott Champion, collaborateur de Share International basé à Los Angeles.

Thématiques : [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()